

|  |
| --- |
| Note d’information sur la situation économique  au premier trimestre 2016 L’arrêté des comptes nationaux du premier trimestre 2016 fait ressortir une baisse du rythme de croissance de l’économie nationale, se situant à 1,7% au lieu de 4,7% durant la même période de l’année 2015. Cette évolution est le résultat d’une baisse de l’activité agricole et d’un rythme d’accroissement modéré des activités non agricoles. La croissance économique a été tirée par la demande intérieure, notamment la consommation finale des ménages et l’investissement. Le besoin de financement de l’économie, de son côté, a enregistré une légère hausse et le niveau général des prix a connu un ralentissement de son rythme.Un rythme de croissance économique soutenu par les activités non agricoles Après la forte croissance de 14,9% durant le premier trimestre de l’année 2015, la **valeur ajoutée du secteur primaire** en volume, corrigée des variations saisonnières**,** a enregistré un fléchissement de -7,4% durant la même période en 2016. Cette évolution s’explique par une baisse de l’activité de l’agriculture de 9% au lieu d’une hausse de 13,6% une année auparavant et par une moindre augmentation de celle de la pêche à 11,3% au lieu de 31,4%.  **La valeur ajoutée du secteur secondaire,** en revanche**,** a réalisé une augmentation de 3,1% au lieu de 2,7% durant le premier trimestre de l’année précédente. Ceci résulte de l’amélioration des valeurs ajoutées :   * de l’industrie d’extraction de 7% au lieu d’une baisse 10,8% ; * du bâtiment et travaux publics de 2,3% au lieu de 0,1% ;   et du ralentissement du rythme d’accroissement de celles :   * des industries de transformation, avec 2,9% au lieu de 5%; * de l’électricité et eau, avec 2% au lieu de 10%;   **La valeur ajoutée du secteur tertiaire**, de son côté, a affiché une croissance de 2% au lieu de 0,9% le même trimestre de l’année 2015. A l’exception des services des activités financières et assurances qui ont enregistré une baisse de 0,3%, toutes les composantes du secteur ont dégagé des croissances positives :   * les postes et télécommunications à 5% au lieu de 2,4%; * le commerce à 3,5% au lieu de 0,6%; * les services rendus aux ménages et aux entreprises à 2,9% au lieu de 2,4%; * les services rendus par l’Administration Publique générale et sécurité sociale à 1,7% au lieu de 0,6%; * le transport à 1,3% au lieu de 1,7%; * les hôtels et restaurants à 1,2% au lieu d’une baisse de 3%; * les services de l’éducation, de la santé et de l’action sociale à 0,6% au lieu de 0,5%.   La **valeur ajoutée globale** réalisée par l’ensemble des activités économiques a ainsi marqué une augmentation de 0,9% au lieu de 3,2% le premier trimestre de l’année 2015.  Au total, le **Produit Intérieur Brut (PIB)** en volume s’est accru de 1,7% durant le premier trimestre 2016 au lieu de 4,7% une année auparavant, et ceة compte tenu de l’augmentation des impôts sur les produits nets des subventions de 7,6% au lieu de 19,2%.  Aux prix courants, Le PIB s’est située à 2,9% au lieu de 7,8%, une année auparavant. La hausse du **niveau général des prix** a été ainsi de 1,2% au lieu de 3,1%.  **Les emplois du PIB**  **Une demande intérieure en augmentation**  La demande intérieure s’est accrue de 3% au premier trimestre 2016 au lieu de 0,3% la même période de l’année 2015, avec une contribution à la croissance de 3,3 points au lieu de 0,4 point. Dans ce cadre, les dépenses de consommation finale des ménages ont connu une hausse de 2,7% au lieu de 2,3%, contribuant pour 1,6 point à la croissance au lieu de 1,4 point. La consommation finale des Administrations Publiques, de son côté, a enregistré une hausse de 0,8% au lieu de 3,2%, avec une contribution à la croissance de 0,2 point au lieu de 0,6 point. L’investissement brut (formation brute de capital fixe et variations de stocks) a connu une hausse de 5% au lieu d’une baisse de 5,4% la même période de l’année passée, avec une contribution à la croissance de 1,4 point au lieu d’une contribution négative de 1,7 point.  Une contribution négative des échanges extérieurs  Les exportations de biens et services ont affiché une hausse de 6,3% durant le premier trimestre 2016 au lieu de 6,8% une année passée et les importations ont augmenté de 8,7% au lieu d’une baisse de 4,1%. Dans ces conditions, les échanges extérieurs de biens et services ont dégagé une contribution négative à la croissance, se situant à 1,6 point au lieu d’une contribution positive de 4,3 points le même trimestre de l’année précédente.  Une légère hausse du besoin de financement de l’économie  Aux prix courants, avec la hausse du PIB de 2,9% au lieu de 7,8% et l’augmentation des revenus nets reçus du reste de monde de 7,1% au lieu d’une baisse de 7,5%, le revenu national brut disponible a connu une progression de 3,1% au lieu de 6,9% durant le premier trimestre de l’année 2015.  Avec une consommation finale nationale en valeur en progression de 2,9%, le même taux enregistré une année auparavant, l’épargne nationale s’est stabilisée à 28,8% du PIB.  L’investissement brut ayant représenté 31% du PIB au lieu de 30,5% durant le même trimestre de l’année précédente, le besoin de financement de l’économie nationale a connu une légère hausse, passant de 1,7% du PIB à 2,2%.  ***En annexe les tableaux présentant les résultats des comptes nationaux du premier trimestre 2016***: |

